

[Text]

I think the analogy breaks down. It breaks down because, in general, when one of us is sick, it is not a question of choice. It is not a question of choice. In general, if either you or I were to be struck with cancer, it is basically a random thing.

I am willing to pay for you to be treated because it could equally have been me. But when it comes to child care, it is not a random thing. It is a question of choice. We come here with a particular perspective, which is, when a government introduces a program, it often ends up being a restriction on the freedom of choice.

In this case, we are talking about the freedom of choice of parents. If we have a universal day care system that is at the margin costless to the user—I will say it again—it is going to drive out the other types of day care. At the margin, parents are going to send their children to the one that costs nothing, rather than the one that costs something.

Then, again, I do not believe the government can provide the variety of services families demand and want. I do not think the government is so responsive.

• 1125

Mr. Duguay: Just one brief point. I think Dr. Gerrard has made my argument about the difference between things we do not like, things we do not need and things we cannot provide for ourselves. I think you have made that.

I have a suggestion and I think a solution. It will not work for everybody, but it would work for a lot of Canadians. For the mothers who need a couple of hours off, perhaps fathers should take the babies and do the grocery shopping. It would give the mother four hours off, the two she spent for the groceries and the two spent looking after the babies.

I think we are looking for solutions. As I said this morning, we are trying to get the government to resolve something which is fundamentally simple when there are two parents involved. Thousands of Canadian families do it on a regular basis without ever expecting or asking anyone. As a matter of fact, it is kind of fun to do it. Thank you very much.

Mr. Belsher: My wife will not let me go shopping because I spend too much of her money on cookies. It would not work in our place, Leo.

The Chairman: Do you have a question?

Thank you very much for your presentation this morning.

Our next speaker will be Mary-Ann Ludwar representing the Saskatoon Professional Child Care Association Incorporation.

Good morning.

[Translation]

suyvante: pourquoi, lorsque mon voisin est malade, est-ce à moi de payer pour son traitement?

Je ne pense pas que l'argument tienne. Tout simplement parce que, de façon générale, lorsque l'un d'entre nous est malade, il ne l'a pas choisi. Que vous ayez, ou que j'aie le cancer, c'est une question de pur hasard.

Cela aurait très bien pu être moi, et voilà pourquoi je suis prêt à payer pour que vous suiviez un traitement. Mais lorsque l'on parle de garde d'enfants, les choses ne sont plus livrées au hasard. C'est une question de choix. Voilà pourquoi nous venons expliquer ici que les programmes du gouvernement finissent très souvent par limiter la liberté de choix.

Dans ce cas précis, nous parlons du choix des parents. Si l'Etat met en place un système de garderies publiques ouvertes à tous, dont le coût marginal pour l'utilisateur est nul—je ne cesserai de le répéter—ce sont les autres garderies qui vont disparaître. Il est bien évident que les parents vont choisir d'envoyer leurs enfants dans ces institutions gratuites, plutôt que dans les autres.

Je ne pense pas, par ailleurs, que l'Etat puisse répondre à la diversité des besoins des familles. Je ne pense pas que l'Etat puisse faire preuve d'une telle souplesse.

M. Duguay: J'aurais juste une petite chose à dire. Je pense d'ailleurs que le docteur Gerrard m'a devancé lorsqu'il a parlé de cette différence qu'il y avait à faire entre ce dont nous ne voulons pas, ce dont nous n'avons pas besoin, et ce que nous ne pouvons pas offrir. C'est ce que vous avez expliqué, si je ne me trompe.

J'aurais tout de même une proposition, qui est peut-être même une solution, à faire. Je ne pense pas que cela marche pour tout le monde, mais je crois que cela conviendrait à pas mal de Canadiens. Lorsque les mères ont besoin de quelques heures, on pourrait imaginer peut-être que les pères s'occupent des enfants, et fassent les courses. Cela pourrait libérer quatre heures pour la mère, deux qu'elle aurait passer à faire les courses et deux autres à s'occuper des enfants.

Je crois que nous sommes encore à la recherche de solutions, et comme je l'ai dit ce matin, nous sommes en train de demander à l'État de résoudre quelque chose qui est peut-être finalement très simple, là où il y a deux parents. C'est d'ailleurs ce que font déjà des milliers de familles canadiennes, sans attendre quoi que ce soit de qui que ce soit. Je suis même certain qu'elles y trouvent du plaisir. Merci beaucoup.

M. Belsher: Ma femme ne me laisserait pas faire les courses, elle sait que je dépense tout son argent en petits gâteaux. Je crois que chez nous ça ne marcherait pas, Léo.

La présidente: Avez-vous une question à poser?

Dans ces conditions, merci beaucoup, de cet exposé.

Nous allons maintenant entendre Mary-Ann Ludwar, qui prend la parole au nom de la *Saskatoon Professional Child Care Association Incorporation*.

Bonjour.